

SIVU MERIADEC VILLAGES

56400



MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES

5 ans

du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1.1. - OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les prestations de service en assurance.

L'objet du marché est la souscription des contrats d'assurance.

Ce marché est réparti en 3 lots :

- 1^{er} lot : Dommages aux biens et Risques annexes
- 2^{ème} lot : Responsabilité civile et Risques annexes
- 3^{ème} lot : Protection juridique

Les spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières afférents à chaque lot.

1.2. - DUREE DU MARCHE

Le marché est établi pour une durée de 5 ans pour tous les lots (à compter du 1er janvier 2026).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre décroissant de priorité :

PIECES PARTICULIERES

1. L'offre valant Acte d'Engagement pour l'attributaire propre à chaque lot et ses annexes,
2. Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
3. Les réserves faites par le candidat aux clauses des pages 3 et suivantes des C.C.T.P.
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propres à chaque lot et annexes,
5. Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
6. Les conditions générales et leurs annexes jointes à l'offre, si la forme de cette dernière les valide

En cas de contradiction entre des clauses des différents documents, c'est toujours la clause la plus favorable à l'assuré qui prévaudra. En cas de possibilité d'interprétations différentes d'une même clause, c'est toujours l'interprétation la plus favorable à l'assuré qui primera.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de l'établissement des offres. Ces pièces, notamment le code de la Commande Publique et le CCAG FCS (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services), n'étant pas jointes au marché sont réputées connues du titulaire.

Voir [Table concordance CCAGFCS 2009 2021.pdf \(economie.gouv.fr\)](#)

PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats doivent étudier attentivement chacune des clauses composant le CCTP ; Ils doivent préciser, dans un document intitulé « Réserves » avec pages impérativement numérotées, les clauses qu'ils refusent ou les modifications qu'ils entendent y apporter, en reprenant pour chacune des clauses concernées par ces refus ou modifications le n° de la page et le n° de la clause du CCTP à laquelle la réserve s'applique ; Toute réserve ne précisant pas la clause du CCTP à laquelle elle s'applique sera réputée non écrite.

Seul le report en page 2 de l'offre valant Acte d'engagement pour l'attributaire du nombre de pages des réserves intégrera ces dernières dans l'offre ; à défaut de ce report, l'offre sera considérée être faite sans aucune réserve.

Si le candidat refuse intégralement les clauses du CCTP, les conditions de garantie et exclusions applicables sont celles des conditions générales et de leurs annexes jointes à l'offre ; dans les autres cas, seules les réserves sur les conditions de garantie du CCTP et les exclusions figurant en texte complet dans un document intitulé « Réserves » pourront être invoquées par lui.

L'ensemble des autres documents et textes de la consultation sont réputés acceptés sans réserve dès lors que le candidat fait une offre ; toute réserve sur ces textes ou parties de texte sera réputée non écrite.

ARTICLE 3 - PRIX, REGLEMENT DES COMPTES

3.1. - DETERMINATION DES PRIX

Les prix pourront être, selon les indications portées à l'offre valant acte d'engagement pour l'attributaire

3.1.1. - Forfaitaires non révisables

Le prix restera dans ce cas inchangé sur toute la durée du marché, et ce quels que soient les changements du périmètre des biens ou activités assurées

3.1.2. - Forfaitaires révisables selon un indice

Le prix sera révisé en fonction de la seule évolution de l'indice fixé dans l'offre, nonobstant tout changement du périmètre des biens ou activités assurées

3.1.3. - Ajustables selon un indice et le périmètre des biens et activités assurées

Le prix sera alors ajusté chaque année en fonction à la fois de l'indice fixé dans l'offre et de la modification de l'élément d'ajustement (surface, salaires, parc...) également défini dans l'offre

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

3.1.4. -Forfaitaire ajustable selon un élément d'ajustement

Le prix sera alors ajusté chaque année en fonction de la modification de l'élément d'ajustement (salaires soumis)

3.2. - MODALITES de REGLEMENT des COMPTES

3.2.1. Marchés forfaitaires non révisables

Le prix du marché pourra être réglé selon un fractionnement annuel, semestriel ou trimestriel, le fractionnement étant précisé dans l'offre

3.2.2. Marchés révisables ou ajustables

Le prix de base de l'offre sera réglé selon un fractionnement annuel, semestriel ou trimestriel, le fractionnement étant précisé dans l'offre. Le marché sera révisé selon les modalités fixées dans l'offre, cette révision pouvant comprendre l'indexation sur un indice (FFB, Risques industriels ou autre précisé dans l'offre) et / ou la variation d'un élément sur la base duquel s'applique un taux de cotisation déterminé dans l'offre (surface, salaires, ou autre précisé dans l'offre).

3.2.3. Les paiements seront faits par mandat administratif sous 30 jours.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le cocontractant est tenu d'exécuter personnellement les obligations contractuelles, à l'exclusion de toute sous-traitance non agréée. Les obligations techniques du cocontractant sont précisées dans le CCTP et l'offre valant acte d'engagement pour l'attributaire et ses annexes.

ARTICLE 5 - RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché pourra être prononcée directement par l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le cas où une mise en demeure préalable sous la même forme de remplir une obligation contractuelle quelconque serait restée inexécutée après un délai de 8 jours.

ARTICLE 6 – LITIGES

Le contentieux éventuel sera porté devant le tribunal administratif dont dépend l'acheteur.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

À l'occasion de la consultation du marché public, MERIADEC VILLAGES en sa qualité de responsable de traitement, recueille des données personnelles d'identification nécessaires à l'exécution de mesures précontractuelles. Ces données sont destinées aux seuls services de MERIADEC VILLAGES en charge de leur traitement dans la limite de leurs attributions respectives, et ont pour finalité la gestion de l'ensemble de la consultation relative au marché public.

Dans le cadre de la consultation, les données traitées relatives aux candidats qui ne sont pas retenus, sont conservées pendant une période maximale de cinq ans à compter de la date limite de remise des offres.

Concernant le candidat retenu, les données personnelles sont conservées pendant 10 ans, après la fin du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel et à la loi n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité de vos données et d'un droit d'opposition pour des motifs tenant à votre situation particulière.

Pour exercer vos droits vous pouvez adresser votre demande à l'adresse suivante de l'acheteur en charge de la consultation : Mériadec Villages ; accueil.mairie@plumergat.fr

L'acheteur s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au regard des risques d'accès accidentels, non autorisés ou illégaux, de divulgation, d'altération, de perte ou encore de destruction des données personnelles vous concernant.

En aucun cas vos données communiquées ne feront l'objet d'une vente, d'un échange ou d'une location à des tiers, même à titre gratuit.

Vous êtes toutefois informés qu'elles pourront être divulguées en application d'une loi, d'un règlement ou en vertu d'une décision d'une autorité réglementaire ou judiciaire compétente.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions décrites ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'informatique et des Libertés).

ARTICLE 8 – DEROGATIONS AUX CLAUSES DU CCAG FCS

L'article 7 « Protection des données personnelles » déroge aux clauses du CCAG FCS. (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).